



**doc.VEILLE**  
Bulletin de veille webographique

Mai, 2011

*Le présent bulletin est le fruit de l'exercice de veille documentaire sur Internet entrepris par le Centre de Documentation de l'IRES.*

*Il présente les derniers rapports et documents mis en ligne sur le web de même que les plus importantes parutions bibliographiques couvrant les domaines de veille stratégique de l'Institut.*

*Les documents présentés sont, en majorité, consultables sur le portail documentaire de l'IRES.*



## World Population Prospects

ONU

New York : ONU, 2011

Source : ONU,

<http://esa.un.org/unpd/wpp/Other-Information/faq.htm>

Tags : Société | Population | Démographie | Projections

D'après les nouvelles projections de l'Organisation des Nations Unies, la population mondiale atteindrait, en 2050, 9,3 milliards d'individus, marquant ainsi une augmentation d'environ 2,3 milliards de personnes durant les quarante prochaines années.

Le rapport souligne qu'une légère variation de la fécondité serait susceptible de générer des différences dans la taille de la population mondiale à long terme. Le rapport indique que cette population devrait dépasser les huit milliards en 2023, neuf milliards en 2041 et 10 milliards à l'horizon 2100.

Le scénario élevé projette une population mondiale de 10,6 milliards de personnes en 2050 et de 15,8 milliards en 2100. Dans le scénario bas du taux de fertilité mondiale, la planète compterait 8,1 milliards de personnes en 2050. Ce chiffre s'inscrirait progressivement à la baisse pour se situer à 6,2 milliards d'individus en 2100.

Par ailleurs, 42% de la population mondiale est concentrée aujourd'hui

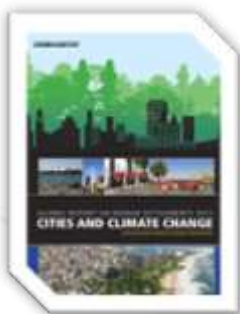
dans des pays caractérisés par un faible taux de fécondité, en l'occurrence la quasi-totalité des pays européens, 19 pays d'Asie, 14 pays d'Amérique, deux pays d'Afrique (Mauritanie et Tunisie) et l'Australie. Le scénario médian estime que ces pays atteindraient leur pic à l'horizon 2030 avant d'enregistrer une baisse graduelle de leur démographie. De leur côté, les pays à fort taux de fécondité se situent essentiellement en Afrique, Asie, Océanie et Amérique latine. Seuls ces derniers verraient leur population augmenter d'ici à la fin du siècle.

Il est à noter

qu'actuellement 11% de la population des pays à faible fécondité est âgée de 65 ans et plus. A l'horizon 2050, ce taux passerait à 26%, d'après le scénario médian, au moment où la population âgée de moins de 25 ans représenterait 24% de la population de ces pays.

L'espérance de vie devrait augmenter dans la majorité de pays, passant de 68 à 81 ans d'ici à l'horizon 2100.

**La population mondiale s'élèverait à 10,1 milliards d'individus à l'horizon 2100.**



## Cities and Climate Change : Global Report on Human Settlements UN-Habitat

Nairobi : UN-Habitat, 2011

Source: UN,

<http://www.unhabitat.org/content.asp?cid=9599&catid=7&typeid=46&subMenuId=0>

Tags : Société | Ville | Urbanisation | Changement climatique

Une large proportion de la population mondiale se concentre actuellement dans les grands centres urbains. A l'horizon 2030, 59% de cette population vivrait en ville et les pays développés seraient urbanisés à hauteur de 81 %. Dans les pays en développement, cette proportion devrait atteindre 55 % sur le même horizon. Le rapport souligne également que la proportion de la population mondiale vivant dans les villes, actuellement estimée à environ 50%, pourrait atteindre 66% dans un avenir proche.

A ce titre, les conséquences de cette urbanisation conjuguées à l'évolution du climat seraient susceptibles d'altérer les équilibres environnementaux, économiques et sociaux à l'échelle mondiale. Dans ces conditions, environ 200 millions d'individus seraient contraints de se déplacer en raison des effets du changement climatique à l'horizon 2050.

Plus particulièrement, entre 6 et 25 millions d'habitants des zones côtières d'Afrique du Nord seraient exposés aux inondations sous l'effet de l'élévation du niveau de la mer. Cela exige une nouvelle gouvernance urbaine basée sur un modèle de croissance reposant beaucoup plus sur des sources d'énergies non polluantes.

Ce modèle devrait inclure des mesures d'adaptation mais également d'atténuation des effets du changement climatique, en vue de « refroidir » les villes étant donné que celles-ci seraient à l'origine d'une part importante des émissions de gaz à effet de serre.

En effet, la contribution des villes aux émissions de gaz à effets de serre d'origine humaine (anthropiques) se situerait entre 40 et 70 %. Les principales sources d'émissions de GES en milieu urbain sont les combustibles fossiles consommés pour produire l'énergie nécessaire à la production d'électricité (charbon, gaz et hydrocarbures principalement) et utilisée

dans les bâtiments, dans la production industrielle et

dans les transports, ...

Si les tendances actuelles se poursuivent, en l'absence d'actions correctrices pour limiter les émissions de GES, certaines villes ne seraient plus en mesure de garantir les services de base à leurs habitants. Cette situation affecterait l'alimentation en eau, les infrastructures physiques, les transports, les biens et services écosystémiques, la fourniture d'énergie et la production industrielle. De plus, les économies locales seraient altérées et les populations perdraient leurs moyens de subsistance.

**A l'horizon 2050, le monde connaîtrait environ 200 millions de migrants climatiques**



## World's Top Global Mega Trends to 2020 and Implications to Business, Society and Cultures

FROST & SULLIVAN

New York : Frost & Sullivan, 2011

Source : Frost&Sullivan,

<http://www.frost.com/prod/servlet/report-toc.pag?repid=M65B-01-00-00-00>

Tags : Société | technologies | Prospective | Tendances lourdes

**F**rost & Sullivan, institution américaine de conseil en stratégie, a mis en place en 2010, le «Visionary Innovation Research Programme » qui vise à repérer les tendances lourdes susceptibles d'influencer les évolutions mondiales qui façonneraient le monde dans les années à venir.

Les études résultant de ce programme identifient un éventail de tendances lourdes : l'expansion des mégapoles et régions, l'émergence de nouvelles puissances économiques après les BRIC, le développement des techniques d'animation numérique et l'avènement de nouveaux modèles économiques, ...

Selon ces études, la durabilité s'affiche comme l'un des principaux défis qui devraient façonner le comportement des hommes, des entreprises et des gouvernements dans les prochaines années. Cela est d'autant crucial que la poursuite de l'urbanisation mondiale se traduirait par l'émergence, d'ici à 2020, de mégavilles qui abriteraient 20 millions d'habitants chacune.

En termes des tendances sociales, ce sont les questions relatives à la

santé et au bien-être qui seraient des facteurs de différenciation pour les consommateurs. Les femmes verraient leur poids se renforcer sur le marché du travail et les classes moyennes, de plus en plus élargies, deviendraient le point d'ancrage des décisions d'investissement des entreprises partout dans le monde.

Par ailleurs, le monde connaîtrait l'apparition d'un phénomène de fuite inversée des cerveaux : de plus en plus de travailleurs occidentaux qualifiés s'installeraient dans des pays en développement, pour occuper des postes exigeant des compétences élevées.

Dans le domaine des technologies, les auteurs parient sur le développement des véhicules électriques. Ainsi 40 millions d'engins seraient mis en circulation en 2020. L'usage de la géolocalisation pourrait également se généraliser grâce à la démocratisation de la téléphonie mobile.

Enfin, les études préconisent le succès de l'innovation « zéro » : zéro émission, zéro défaut, zéro accident, ...

***Tendances lourdes : l'expansion des mégapoles et régions, l'émergence de nouvelles puissances après les BRIC,...***



## Special Report on Renewable Energy Sources and Climate Change Mitigation

IPCC (GIEC)

Genève : IPCC, 2011

Source : IPCC

<http://srren.ipcc-wg3.de/>

Tags : Environnement | Energie renouvelable | Changement climatique

Dans son dernier rapport, le groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du Climat (GIEC) prévoit un avenir prometteur pour les énergies renouvelables.

Les experts du GIEC ont étudié plus de 160 scénarios se basant sur le potentiel de six grandes familles d'énergies renouvelables (bioénergie, solaire, géothermie, éolien, énergies hydraulique et marine). Les différents scénarios étudiés sont pondérés selon plusieurs critères : évolution de l'efficacité énergétique, croissance démographique et consommation d'énergie par habitant.

Environ 80% des besoins mondiaux en énergies seraient couverts grâce aux énergies renouvelables à l'horizon 2050 contre 2,5% actuellement. Cette progression de la part des énergies renouvelables permettrait d'éviter entre 220 à 560 gigatonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> entre 2010 et 2050.

Le scénario le plus optimiste estime qu'au moins 77% des besoins énergétiques mondiaux seraient couverts par les énergies renouvelables à l'horizon 2050. Le scénario pessimiste prévoit une part des énergies renouvelables se situant à 15% sur le même horizon de projection.

Le rapport insiste sur l'importance de promouvoir la compétitivité des énergies renouvelables, pour renforcer leur viabilité économique. En plus des progrès technologiques et des économies d'échelles, qui avaient permis de réduire leurs coûts de manière substantielle, notamment dans le solaire photovoltaïque, l'intégration de coûts environnementaux tels que les émissions de gaz à effet de serre, dans les prix des énergies classiques pourrait contribuer dans ce sens.

Le rapport souligne plusieurs points importants, notamment, le fait que durant le période 2008-2009, sur les 300 gigawatts de capacités supplémentaires installées dans le monde, 140 provenaient d'énergies renouvelables (éolien et solaire photovoltaïque). De même, environ la moitié de ces capacités de production d'énergies renouvelables sont situées dans les pays en développement.

En termes d'efforts d'investissements pour réussir la conversion en faveur des énergies renouvelables, les experts du GIEC ont estimé que des financements allant de 1.360 et 5.100 milliards de dollars sont requis à l'horizon 2020. Ce montant devrait s'établir entre 1.490 et 7.180 milliards de dollars sur la période 2021-2030.

**Environ 80% des besoins mondiaux en énergies seraient couverts grâce aux énergies renouvelables à l'horizon 2050**



## Sustainable food consumption and production in a resource-constrained world

Standing Committee on Agricultural Research

Paris : Commission Européenne, 2011

Source : CE,

[http://ec.europa.eu/research/agriculture/scar/pdf/scar\\_feg\\_ultimate\\_version.pdf](http://ec.europa.eu/research/agriculture/scar/pdf/scar_feg_ultimate_version.pdf)

Tags : Environnement | Alimentation | Pénurie

La rareté de l'azote, du phosphore et des nutriments en agriculture est susceptible de compromettre les capacités de production agricole à l'échelle mondiale. Le temps est également présenté dans ce rapport comme une ressource de plus en plus limitée.

Ce rapport de prospective présente deux scénarios interdépendants relatifs aux pénuries de ressources. Les deux scénarios, « *productivity* » et « *sufficiency* » sont considérés comme étant des scénarios extrêmes.

Le premier scénario envisage l'explosion de la demande alimentaire mondiale par rapport à une offre limitée du fait de la rareté des ressources et des conséquences du réchauffement climatique, en dépit de l'amélioration de la productivité due aux progrès scientifiques et aux investissements réalisés dans ce domaine.

Le second scénario est relatif à l'altération des écosystèmes et ses effets négatifs sur la sécurité alimentaire. La demande mondiale s'infléchirait par le biais des changements comportementaux et environnementaux.

La transition vers un modèle alimentaire plus soutenable impliquerait la conjugaison de plusieurs facteurs à savoir : les changements de consommation, les innovations technologiques et les innovations organisationnelles.

Le rapport met en avant le risque de carence d'expertise dans les universités et centres de recherche. Les disciplines clés d'aujourd'hui sont désormais détrônées par la recherche microbiologique

(agronomie, physiologie des plantes, science du sol, entomologie).

Aussi, est-il nécessaire d'investir dans le capital humain requis dans le secteur agricole afin de relever les défis du futur.

Enfin, d'autres actions importantes méritent d'être entreprises dont notamment, la réduction des gaspillages dans les processus de production et de distribution ainsi que l'urgence d'investir dans la recherche en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

**Le passage vers un modèle alimentaire plus soutenable impliquerait la conjugaison de plusieurs facteurs ; les changements de consommation, les innovations technologiques et les innovations**



## The Global Development Horizons

Banque Mondiale

Washington : BM, 2011

Source : BM,

<http://siteresources.worldbank.org/INTGDH/Resources/GDH-AdvanceEd-CompleteBook.pdf>

Tags : Economie | Croissance | Pays émergents | Pays en développement

Selon ce rapport, environ 50% de la croissance mondiale, à l'horizon 2025, serait l'apanage de six grandes économies émergentes (le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Corée du Sud et la Russie). Ces pays émergents enregistreraient une croissance annuelle moyenne de 4,7 % entre 2011 et 2025. Pour leur part, les pays avancés connaîtraient une croissance moyenne de 2,3 % durant la même période.

En dépit de cette réorientation de la géographie de la croissance mondiale en faveur

des économies émergentes, le poids économique des Etats-Unis, du Japon, de la zone euro et du Royaume-Uni demeurerait important.

Dans la même perspective, le scénario vraisemblable à l'horizon 2025 serait l'avènement d'un système monétaire international dominé par trois grandes devises, à savoir le dollar, l'euro et le renminbi.

La concentration de la croissance dans les pays émergents est la résultante de la dynamique de leurs secteurs exportateurs, notamment en

Chine et en Corée du Sud, ainsi que de l'essor de leurs marchés intérieurs consécutif au développement des classes moyennes, en lien avec le rattrapage des revenus.

Le maintien de cette dynamique de croissance exigerait de la part des pays émergents d'introduire des réformes institutionnelles appropriées, notamment dans les secteurs économique, financier et social pour renforcer les bases de la gouvernance

et créer un climat favorable pour l'attrait des investissements.

Au total, le déplacement du pouvoir économique et financier en faveur des pays émergents aurait des conséquences positives sur le financement des entreprises et les investissements internationaux. Il permettrait particulièrement aux entreprises des pays en développement d'avoir accès aux marchés obligataires et boursiers internationaux, à des conditions plus favorables, pour financer leurs investissements à l'étranger.

**A l'horizon 2025, environ 50% de la croissance mondiale se concentrerait dans six grandes économies émergentes**





## Les futurs chocs mondiaux

OCDE

Paris : OCDE, 2011

Source : OCDE,

[http://www.oecd.org/department/0,3355,fr\\_2649\\_33707\\_1\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/department/0,3355,fr_2649_33707_1_1_1_1_1,00.html)

Tags : Economie | Finance | Cyber-risque | Conflits sociaux

Dans le cadre de son programme sur l'Avenir, l'OCDE vient de publier une série d'études consacrées à l'examen des chocs mondiaux qui se profilent à l'horizon et à l'identification des réponses de politiques publiques pour y faire face. Les chocs identifiés ne sont pas considérés uniquement d'un point de vue négatif, mais aussi en tant qu'opportunités de progrès à saisir.

La première étude fait état de la fragilité de la sphère financière internationale et du risque de déclenchement d'autres épisodes de crise si aucune action d'envergure n'est menée au niveau de la gouvernance du système financier mondial, à travers le renforcement de la transparence des marchés, la coordination entre banques centrales et la lutte contre la spéculation déstabilisatrice.

La seconde étude traite du risque de propagation des pandémies, en faisant référence au cas de la grippe H1N1 de 2009. L'ampleur de cette crise et ses conséquences dévastatrices ont mis en exergue l'importance d'une meilleure diffusion internationale des informations dans le domaine sanitaire. Le déficit de coordination en ce qui concerne les mesures d'urgence entreprises par les différents pays aggrave les risques de propagation des pandémies.

La troisième étude a porté sur le cyber-risque, même si ce risque reste relativement moins aigu que les deux risques précédents, en ce sens que très peu de cyber-attaques seraient susceptibles d'engendrer un choc mondial. Cela ne devrait pas, toutefois, dispenser les différents pays à renforcer la sécurité de leurs réseaux nationaux et à se préparer à leurs impacts sur certaines infrastructures clefs (organismes officiels, centrales nucléaires...).

La quatrième étude concerne le risque de conflits sociaux, considérés comme étant l'un des risques les plus complexes, les plus imprévisibles et dont la probabilité d'occurrence est fortement liée aux spécificités sociopolitiques et socioculturelles propres à chaque pays.

La dernière étude rappelle que les risques étudiés concernent souvent plusieurs pays et régions, et nécessitent de ce fait des réponses globales et coordonnées au niveau international. Plusieurs règles ont été ainsi définies pour améliorer la prévision des événements extrêmes :

- définir le champ des futurs possibles ;
- détecter les signaux faibles ;
- considérer les éléments de rupture ;
- multiplier les sources d'information ;
- s'intéresser aux tendances passées ;
- ne pas envisager de scénarios quand le champ des possibles est trop ouvert.

**Les cinq futurs chocs mondiaux : risques financiers, cyber-attaques, conflits sociaux, pandémies, évènements extrêmes**



## Les enjeux réels derrière le printemps arabe

The Council on Foreign Affairs

New York : The Council on Foreign Affairs, 2011

Source : CFA,

<http://www.foreignaffairs.com/articles/67700/alexander-cooley-and-daniel-h-nexon/bahraains-base-politics?page=show>

Tags : Politique | Printemps arabe | Stratégie | Etats-Unis | Chine

Dans cette publication, le « Council on Foreign Affairs » a examiné les enjeux du « printemps arabe » et les incidences qu'il suscite en termes de redéfinition des choix stratégiques des Etats-Unis dans la région MENA et dans le Monde.

Dans cette mouvance, l'Iran est considéré en tant que sujet prioritaire pour les Etats-Unis du fait de son influence

grandissante sur l'équilibre géopolitique au niveau de la région

MENA. Pour sa part, la concurrence exercée par la Chine, notamment au niveau des marchés africains, suscite de grandes inquiétudes pour les Etats Unis, voire même pour les principales économies occidentales, en quête de relais de croissance pour réussir leur sortie de crise.

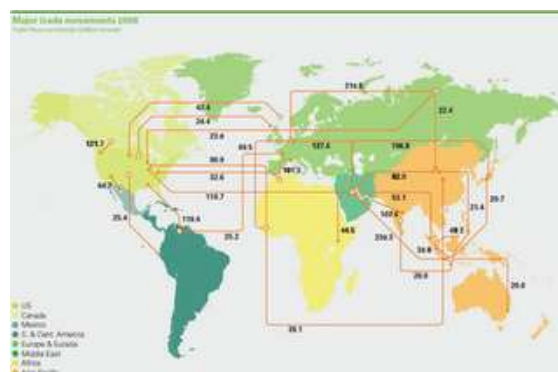
La nouvelle configuration des alliances qui pourrait accompagner l'avènement de nouveaux régimes dans la région laisse entrevoir l'émergence d'un conflit éminent entre la Chine d'un côté et les Etats-Unis et les pays occidentaux de l'autre, pour le contrôle des sources d'approvisionnement en énergie.

Ce faisant, les Etats-Unis contrôleraient les principales sources pétrolières, notamment, celles du Moyen-Orient et des grands producteurs africains, tels que le Nigéria et la Guinée Equatoriale. L'Egypte de l'après Mubarak demeurerait un allié stratégique incontournable des Etats-Unis pour la résolution du conflit du Proche-Orient. Il en est de même pour les pays du Maghreb, partenaires stratégiques de

la coalition internationale pour la lutte contre le terrorisme.

**Une nouvelle carte géopolitique du Monde se dessine, à l'aune des évolutions du « printemps arabe »**

Sur un autre registre, la guerre en Irak et en Afghanistan, même si elle a altéré la popularité des Etats-Unis dans la région, a permis de contenir l'influence de l'Iran, tandis que le soutien des Etats Unis à l'action militaire internationale à l'encontre du régime libyen favoriserait une redéfinition de la carte géopolitique mondiale.



# INDEX DES TAGS

---

---

## A

Alimentation..... 7

---

## C

Chagement climatique ..... 6

Changement climatique..... 4

Chine ..... 10

Conflits sociaux..... 9

Croissance ..... 8

Cyber-risque..... 9

---

## D

Démographie ..... 3

---

## E

Economie ..... 8, 9

Energie renouvelable ..... 6

Environnement ..... 6, 7

Etats-Unis..... 10

---

## F

Finance..... 9

---

## P

Pays émergents..... 8

Pays en développement..... 8

Pénurie..... 7

Politique ..... 10

Population..... 3

Printemps arabe..... 10

Projection ..... 3

Prospective..... 5

---

## S

Société ..... 3, 4, 5

Stratégie..... 10

---

## T

technologies ..... 5

Tendances lourdes ..... 5

---

## U

Urbanisation ..... 4

---

## V

Ville ..... 4